

GUIDE

DE

GESTION

DES

EQUIPES

SPECIALISEES

Le présent guide de gestion a pour objet l'organisation opérationnelle des équipes spécialisées du corps départemental des sapeurs-pompiers de Tarn-et-Garonne.

Dans ce cadre, les points suivants sont déterminés pour chaque équipe spécialisée :

- le champ d'application ;
- les objectifs de couverture opérationnelle ;
- les modalités d'engagement ;
- le commandement.

Les règles relatives :

- à l'implantation géographique des équipes spécialisées ;
- à la répartition quantitative et qualitative des effectifs spécialisés ;
- à la dotation en matériel individuel et collectif des équipes spécialisées ;
- à l'organisation de la formation et du contrôle d'aptitude des personnels spécialisés ;

sont arrêtées par le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours en tenant compte des conclusions du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et dans le cadre des principes édités dans le présent règlement.

1 GENERALITE

1.1. Alerte

Les équipes spécialisées du SDIS 82 sont alertées par le CTA / CODIS 82 à la demande du COS ou selon les motifs des départs types.

Le CTA/CODIS 82 dispose pour ce faire de la liste des personnels constituant les équipes spécialisées et de leur position géographique.

Seuls peuvent être engagés sur opération les spécialistes inscrits sur la liste d'aptitude opérationnelle en vigueur.

Le personnel des équipes spécialisées s'assure régulièrement du bon fonctionnement des matériels mis à leur disposition.

Les personnels en repos sont susceptibles d'être appelés en cas de nécessités opérationnelles. Ils doivent indiquer au CODIS 82 les coordonnées auxquelles ils peuvent être joints et réactualisent ces informations autant que nécessaire.

Le CTA / CODIS 82 s'attache à alerter les personnels spécialisés des Centres d'Incendie et de Secours le (s) plus proche (s) de l'intervention.

1.2. Engagement extra-zonales.

Les moyens des équipes spécialisées du SDIS 82 peuvent être engagés hors département de Tarn-et-Garonne sur demande du Centre Opérationnel de la Zone Sud-Ouest formulée auprès du CODIS et après accord du directeur départemental ou de son adjoint.

Le cadre de permanence préfectoral ainsi que celui du conseil général en sont alors avisés sans délai.

Le CODIS 82 met en œuvre les moyens à sa disposition en conservant la couverture opérationnelle sur le département.

1.3. Liste d'aptitudes opérationnelles

Le directeur départemental tient à jour les listes d'aptitudes opérationnelles des personnels spécialisés qui font l'objet d'un arrêté préfectoral annuel.

2 GROUPE DE RECONNAISSANCE ET D'INTERVENTION EN MILIEU PERILLEUX (GRIMP).

2.1. Champ d'application

2.1.1. Cadre juridique

L'action du Groupe de Reconnaissance et d'Intervention en Milieu Périlleux s'inscrit dans le cadre juridique suivant :

- Arrêté du 3 Février 1999 fixant le guide national de référence relatif aux lots de sauvetage et de protection contre les chutes ;
- Arrêté du 18 août 1999 fixant le guide national de référence relatif au Groupe de Reconnaissance et d'Intervention en Milieu Périlleux.

2.1.2. Domaine de compétences

L'unité GRIMP permet d'intervenir en matière de reconnaissance et de sauvetage dans les milieux naturels et artificiels où les moyens traditionnels des sapeurs-pompiers sont inadaptés, insuffisants ou dont l'emploi s'avère dangereux en raison de la hauteur, de la profondeur ou des risques divers liés au cheminement.

L'unité GRIMP peut également être engagée en complément de l'équipe Sauvetage Déblaiement dans les milieux effondrés ou menaçants ruine, pour sécuriser l'intervention ou pour assurer les sauvetages et évacuations dépassant les possibilités techniques de l'équipe de Sauvetage Déblaiement.

2.2. Objectifs de couverture opérationnelle

En première intention, l'objectif opérationnel consiste à être capable d'acheminer une unité GRIMP (4 équipiers IMP2 et 1 chef d'équipe ou conseiller technique IMP3) en tout point du département à To + 60 minutes.

2.3. Modalité d'engagement

2.3.1. Motif de départ à priori

L'unité GRIMP est engagée a priori pour toutes interventions de secours en falaise, en hauteur ou accident en ravin et à la demande du COS, elle intervient à posteriori en renfort de tout détachement du SDIS 82 en exprimant le besoin opérationnel.

2.3.2. Engagement en renfort

L'unité GRIMP est engagée en renfort sur demande du COS, formulée auprès du CODIS. Cet engagement peut se faire sous forme d'un déclenchement d'un groupe de renfort constitué.

2.3.3. Médicalisation

Dès lors qu'une intervention GRIMP nécessite une médicalisation le CODIS 82 engage l'un des infirmiers formés aux techniques du GRIMP.

Les personnels médicaux ou paramédicaux sont pris en charge si besoin par l'unité GRIMP pour accéder à la victime.

2.4. Commandement

2.4.1. Commandement des Opérations de Secours

Toute intervention opérationnelle en milieu périlleux fait l'objet d'une autorisation par le COS qui en valide les limites (durée, lieu, mission). L'unité GRIMP est alors dirigée par un chef d'unité GRIMP. La mission et les limites fixées par le COS peuvent être refusées par le chef d'unité GRIMP si les conditions de sécurité ne sont pas remplies

ou si le cadre réglementaire n'est pas respecté. Dès l'acceptation de la mission, le chef d'unité GRIMP désigné est responsable de l'ensemble des sauveteurs GRIMP placé sous son autorité.

En cas de sauvetage de vie humaine, l'opération peut commencer sous l'autorité du COS avec deux sauveteurs GRIMP chargés de sécuriser le site et d'apporter les premiers secours à la victime.

2.4.2. Conseil technique du COS

Le responsable GRIMP donne tous les renseignements techniques qui peuvent avoir une influence sur le déroulement et la sécurité de l'intervention. Lorsque que le GRIMP n'est pas engagé, le COS peut faire appel via le CODIS à un chef d'équipe ou au conseiller technique GRIMP pour apprécier l'opportunité de la mise en place de mesures particulières.

3 SECOURS NAUTIQUES

3.1. Champ d'application

3.1.1. Cadre juridique

L'action du Secours Aquatique s'inscrit dans le cadre juridique suivant :

- Arrêté du 23 novembre 1999 fixant le guide national de référence relatif aux Secours Subaquatique ;
- Arrêté du 7 novembre 2002 fixant le guide national de référence relatif au Sauvetage Aquatique.

3.1.2. Domaine de compétences

*La spécialité « Sauvetage Aquatique » recouvre les opérations aquatiques permettant de porter secours à des victimes en situation de détresse à la surface de l'eau.

*La spécialité « Secours Subaquatique » intervient en milieu subaquatique hyperbare pour assurer les missions suivantes :

- reconnaissance ;
- sauvetage – assistance ;
- travaux subaquatiques d'urgence ;
- traitements des pollutions et protection de l'environnement ;
- prompt secours en milieu hyperbare ;
- sécurité des interventions en site aquatique ;
- recherche diverse sur réquisition de l'autorité judiciaire ou administrative.

Les travaux subaquatiques d'urgence qui entrent dans le cadre de l'équipe « secours subaquatique » ont pour but :

- le dégagement d'une voie navigable ou fluviale ;
- le repêchage ou le renflouement de véhicules ou d'engins divers ;
- l'enlèvement ou la destruction d'obstacles immergés.

Les missions ci-dessus sont motivées par l'urgence ou par la carence de sociétés spécialisées dans les travaux subaquatiques.

Peuvent entrer dans le domaine de compétence de l'équipe spécialisée « secours aquatiques » sous réserve d'une formation complémentaire adaptée :

- les plongées en surface non libre ;
- les plongées au mélange de gaz respirables.

3.2. Objectifs de couverture opérationnelle

En première intention, l'objectif opérationnel consiste à être capable d'acheminer une équipe de sauveteur aquatique (2 SAV) et/ou une équipe de plongeurs subaquatique (2 SAL et un chef d'unité SAL) en tout point du département à To + 60 minutes.

3.3. Modalité d'engagement

3.3.1. Motif départ à priori

Les « Secours Nautiques » sont engagés par le CODIS 82 a priori en fonction des renseignements recueillis notamment pour toute intervention relative à une noyade en rivière ou plan d'eau. L'engagement du personnel du SMSQVT formé aux techniques SAV et/ou SAL peut être engagé à la demande du COS ou sur proposition de l'officier santé.

3.3.2. Engagement en renfort

Les « Secours Nautiques » sont engagés en renfort sur demande du Commandant des Opérations de Secours (COS) formulée auprès du CODIS. Cet engagement peut se faire sous forme du déclenchement d'un groupe de renfort constitué « secours nautiques » ou « sauvetage inondation ».

3.3.3. Engagement au profit d'un autre service

Les « Secours Nautiques » peuvent être engagés dans le cadre d'une enquête judiciaire sur réquisition d'un officier de police judiciaire.

Ces demandes sont formulées par écrit auprès du service opération du SDIS 82, et sont satisfaites, sous réserve de faisabilité technique et de maintien d'une couverture opérationnelle minimale, après accord du directeur départemental ou de son représentant.

3.3.4. Médicalisation

Le responsable sauvetage nautique (SAV et/ou SAL) s'assure que toutes les dispositions relatives à la sécurité médicale sont strictement appliquées. Il est tenu, par l'intermédiaire du CODIS, de prévoir les moyens d'alerte, de médicalisation et d'évacuation susceptibles d'être mobilisés en cas d'accident de plongée.

3.4. Commandement

3.4.1. Commandement des Opérations de Secours

Toute intervention opérationnelle de « Secours Nautique » fait l'objet d'une autorisation par le COS qui en valide les limites après avoir consulté le responsable nautique (chef d'unité ou conseiller technique). La mission et ses limites peuvent être refusées par le responsable nautique si les conditions de sécurité ne sont pas remplies ou si le cadre réglementaire n'est pas respecté. Dès l'acceptation de la mission, le responsable nautique est responsable de la sécurité des personnels du « Secours Nautique » engagés sur l'intervention.

En cas de sauvetage de vie humaine, l'opération de plongée peut commencer sous l'autorité du COS avec deux scaphandriers autonomes légers, le troisième (engagé simultanément) rejoint les lieux de l'intervention dans les meilleurs délais.

De même sous l'autorité du COS un sauveteur aquatique peut commencer l'opération, le deuxième sauveteur rejoint les lieux de l'intervention dans les meilleurs délais.

Lorsque les plongées ont nécessité des paliers de décompression ou ont été effectuées dans des conditions particulièrement difficiles, l'engagement de l'agent dans toutes activités opérationnelles intenses est évité pendant une durée de 6 heures. Dans ce

cas, le responsable nautique en informe le CODIS 82 et le supérieur hiérarchique de l'agent.

3.4.2. Conseil technique du COS

Le responsable nautique donne au COS tous les renseignements d'ordre technique qui peuvent avoir une influence sur le déroulement et la sécurité de l'intervention.

Lorsque le « Secours Nautique » n'est pas engagé, le COS peut faire appel via le CODIS, à un conseiller technique « Secours Nautique » pour apprécier l'opportunité de la mise en place de mesures particulières.

4 EQUIPE RISQUES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES

4.1. Champ d'application

4.1.1. Cadre juridique

- Arrêté du 23 mars 2006 fixant le guide national de référence relatif aux Risques Chimiques et Biologiques.

De plus l'action de l'équipe spécialisée d'intervention face aux risques chimiques et biologiques s'inscrit dans le cadre du plan gouvernemental d'intervention en cas de menace ou d'acte terroriste de nature biologique BIOTOX, du plan gouvernemental d'intervention en cas de menace ou d'acte terroriste de nature chimique toxique PIRATOX du 03 octobre 2003 et sa déclinaison locale et du plan gouvernemental NRBC du 16 septembre 2010 (complété par la circulaire IOCAII04281C du 23 février 2011 relative à la déclinaison du plan gouvernemental NRBC, la circulaire 700 du 07 novembre 2008, la circulaire 750 du 18 février 2011, la circulaire 747 du 30 octobre 2009, la circulaire 007 du 08 octobre 2009 et le guide méthodologique de déclinaison du plan gouvernemental NRBC du 25 février 2011).

4.1.2. Domaine de compétence

La spécialité risques chimiques et biologiques intervient pour l'exécution des opérations et la mise en œuvre des matériels lors d'incidents ou d'accidents impliquant des produits chimiques ou biologiques.

4.2. Objectifs de couverture opérationnelle

4.2.1. Réponse de 1^{ère} intention

En première intention, l'objectif opérationnel consiste à être capable d'acheminer une équipe de reconnaissance (1 chef d'équipe reconnaissance RCH1 ou RCH2 titulaire du GOC2 et 2 équipiers RCH1) à To + 60 minutes en tout point du département.

4.3. Modalité d'engagement

4.3.1. Motif départ à priori

En fonction de la nature de l'appel et des renseignements recueillis au CODIS, l'équipe spécialisée risques chimiques et biologiques sera engagée dès l'alerte.

Cette équipe peut être engagée sur toutes natures d'intervention à la demande du COS dès qu'il a été constaté la présence de produits chimiques ou biologiques.

En cas d'intervention pour pollution l'équipe de reconnaissance sera constituée de 3 RCH1 ou RCH2. Les compétences d'expert de certains personnels du SMSQVT peuvent être engagées à la demande du COS ou sur proposition de l'officier santé.

4.3.2. Engagement en renfort

L'équipe spécialisée risques chimiques et biologiques est engagée en renfort sur demande du COS formulée auprès du CODIS. En fonction de la demande du COS, l'équipe peut être engagée seule ou intégrée à un groupe de renfort « risques chimiques ». Ces moyens peuvent être complétés par un groupe de renfort « décontamination NRBC ».

4.3.3. Intégration d'un plan de secours

L'équipe de reconnaissance risques chimiques et biologiques peut être engagée d'emblée si elle constitue le groupe de moyens à engager à priori dans le cadre du déclenchement d'un plan de secours.

4.3.4. Médicalisation

Le CODIS 82 informe l'officier santé de l'intervention des équipes de reconnaissance de l'équipe spécialisée. Le COS s'assure, selon l'ampleur du risque avéré, du soutien sanitaire des intervenants.

4.4. Commandement

4.4.1. Commandement des Opérations de Secours

Le responsable de l'équipe de reconnaissance donne au COS tous les renseignements d'ordre technique qui peuvent avoir une influence sur le déroulement et la sécurité de l'intervention.

Les moyens de l'équipe risques chimiques ou biologiques sont placés sous l'autorité du COS. Si un RCH₃ est présent sur les lieux, celui-ci dirige les moyens de l'équipe en fonction des objectifs et idées de manœuvre validés par le COS.

4.4.2. Conseil technique du COS

Lorsque les opérations de secours ne nécessitent pas l'intervention de spécialistes tels que définis dans le guide national de référence, le COS peut, en cas de doute, faire appel à un chef CMIC ou un conseiller technique pour apprécier l'opportunité de la mise en place de mesures de sécurités particulières.

Le COS et le chef de CMIC ou conseiller technique RCH peuvent faire appel au service de santé et de secours médical pour apprécier l'opportunité de la mise en place des mesures particulières en matière de risques biologiques.

5 EQUIPE RISQUES RADIOLOGIQUES

5.1. Champ d'application

5.1.1. Cadre juridique

- Arrêté du 20 décembre 2002 (modifié par arrêté du 13 septembre 2005 et du 20 décembre 2006) fixant le guide national de référence relatif aux risques radiologiques.

Plan gouvernemental PIRATOME du 25 septembre 1998 (complété par la circulaire 800 du 18 février 2011).

Plan gouvernemental nucléaire de février 2014.

5.1.2. Domaine de compétence

La spécialité risques radiologiques permet d'intervenir lors des situations d'urgence radiologique telle que :

- détection de symptômes médicaux d'irradiation ;
- exposition à une source d'émission inconnue ;
- perte et vol d'une source ;
- découverte d'une source d'émission endommagée ;
- source d'émission dans un incendie ;
- contamination du public accidentelle et terroriste ;
- incident de radiologie en médecine ;
- détection d'un niveau de radiation naturel anormal.

5.2. Objectif de couverture opérationnelle

5.2.1. Réponse de première intention

En première intention, l'objectif opérationnel consiste à être capable d'acheminer une équipe reconnaissance (3 RAD1 dont 1 titulaire GOC2) à To + 60 minutes en tout point du département.

Dès l'engagement de l'équipe de reconnaissance du SDIS 82, la CMIR de rattachement de la zone de défense Sud-Ouest doit être immédiatement prévenue.

5.3. Modalité d'engagement

5.3.1. Motif départ à priori

L'équipe de reconnaissance risques radiologiques est engagée par le CODIS en fonction des renseignements recueillis lors de la demande des secours, elle intervient systématiquement en cas de risque de contamination ou d'irradiation. Les compétences d'expert de certains personnels du SMSQVT peuvent être engagées à la demande du COS ou sur proposition de l'officier santé.

5.3.2. Engagement en renfort

L'équipe de reconnaissance risques radiologiques est engagée en renfort à la demande du COS, formulée auprès du CODIS 82 dès lors qu'il y a nécessité d'évaluer précisément le risque radiologique en présence de matières radioactives.

5.3.3. Intégration à un plan de secours

L'équipe de reconnaissance risques radiologiques peut être engagée d'emblée si elle constitue le groupe de moyens à engager à priori dans le cadre du déclenchement d'un plan de secours.

Elle peut également être engagée lors de la mise en œuvre de l'unité régionale de décontamination.

5.3.4. Médicalisation

Le CODIS 82 informe l'officier santé l'intervention de l'équipe de reconnaissance de l'équipe spécialisée. Le COS s'assure selon l'ampleur du risque avéré du soutien sanitaire des intervenants.

5.4. Commandement

5.4.1. Commandement des Opérations de Secours

Les moyens de l'équipe de reconnaissance risques radiologiques sont placés sous l'autorité du COS.

Dans ce cadre il coordonne et assure la sécurité des intervenants en zone d'exclusion jusqu'à l'arrivée d'un RAD3 chef de CMIR ou d'un RAD₄ conseiller technique.

5.4.2. Conseil technique du COS

Le responsable de l'équipe de reconnaissance donne tous les renseignements d'ordre technique qui peuvent avoir une influence sur le déroulement et la sécurité de l'intervention.

Lorsque les opérations de secours ne nécessitent pas l'intervention de spécialistes tels que définis dans le guide national de référence, le COS peut, en cas de doute, faire appel à un RAD3 chef de CMIR ou à un conseiller technique RAD4 pour apprécier l'opportunité de la mise en place de mesures de sécurité particulières.

6 EQUIPE SAUVETAGE-DEBLAIEMENT

6.1. Champ d'application

6.1.1. Cadre juridique

- Arrêté du 08 août 2003 (modifié par l'arrêté du 13 septembre 2005) fixant le guide national de référence relatif au sauvetage-déblaiement.

6.1.2. Domaine de compétence

La spécialité sauvetage-déblaiement (SD) permet d'intervenir en matière de reconnaissance, de sauvetage et de sécurisation d'un site dans les milieux effondrés ou menaçants ruine, où les moyens traditionnels des sapeurs-pompiers sont inadaptés, insuffisants ou dont l'emploi s'avère dangereux en raison des risques présentés. Son concours est également adapté aux interventions consécutives à une explosion, à un accident ferroviaire, aérien ou dans des situations nécessitant la mise en œuvre de manœuvres de force.

6.2. Objectif de couverture opérationnelle

6.2.1. Réponse en première intention

En première intention, l'objectif opérationnel consiste à être capable d'acheminer une demi-unité SD (5 équipes SDE₁ et 1 chef d'unité SDE2) à To + 60 minutes en tout point du département.

6.2.2. Montée en puissance

L'objectif de montée en puissance constitue à être capable de disposer en tout point du département d'une unité SD constituée (10 SDE1 et 1 SDE2) à To + 120 minutes.

6.3. Modalité d'engagement

6.3.1. Motif de départ à priori

L'unité de sauvetage-déblaiement est engagée en fonction des renseignements recueillis par le CODIS 82.

6.3.2. Engagement renfort

L'unité sauvetage-déblaiement est engagée en renfort sur demande du COS formulée auprès du CODIS.

6.3.3. Médicalisation

Le chef d'unité sauvetage-déblaiement met en œuvre les moyens et techniques pour permettre le sauvetage et la médicalisation des victimes dans les meilleures conditions. Il s'assure auprès du COS que l'officier santé est au courant et de disposer des moyens de soutien sanitaire éventuellement nécessaires pour les personnels spécialisés dont il y a la charge.

6.4. Commandement

6.4.1. Commandement des Opérations de Secours

Les moyens spécialisés en sauvetage-déblaiement sont placés sous l'autorité du COS. Toute intervention opérationnelle en milieu effondré ou menaçant ruine fait l'objet d'une autorisation du COS après concertation avec le responsable de l'unité sauvetage-déblaiement.

En cas de sauvetage de vie humaine et en l'absence d'un responsable sauvetage-déblaiement, l'opération peut commencer, sous l'autorité du COS, avec des sauveteurs-déblayeurs.

Le personnel non spécialisé sauvetage-déblaiement appelé à évoluer sur le site effondré ou menaçant ruine est pris en charge par l'unité de section sauvetage-déblaiement.

6.4.2. Conseil technique du COS

Le conducteur cynotechnique donne tous les renseignements d'ordre technique qui peuvent avoir une influence sur le déroulement et la sécurité de l'intervention.

Lorsque certaines opérations de secours ne nécessitent pas l'intervention d'équipes spécialisées, le COS peut, en cas de doute, faire appel à un chef d'unité, de section ou un conseiller technique sauveteur-déblayeur pour apprécier l'opportunité de la mise en place de mesures de sécurité particulières.

7 EQUIPE CYNOTECHNIQUE

7.1. Champ d'application

7.1.1. Cadre juridique

- Arrêté du 18 janvier 2000 fixant le guide national de référence relatif à la cynotechnie

7.1.2. Domaine de compétence

La spécialité cynotechnie permet d'intervenir lors des missions de recherche de personnes ensevelies ou de recherche de personnes égarées (questage).

7.2. Objectif de couverture opérationnelle

7.2.1. Réponse en première intention

En première intention, l'objectif opérationnel consiste à être capable d'acheminer une équipe cynotechnique (maître-chien + chien) en tout point du département à To + 60 minutes.

7.3. Modalité d'engagement

7.3.1. Motif de départ à priori

L'équipe cynotechnique sera engagée en fonction des renseignements recueillis par le CODIS.

7.3.2. Engagement en renfort

L'équipe cynotechnique est engagé sur demande du COS formulée auprès du CODIS.

7.3.3. Engagement au profit d'un autre service

L'équipe cynotechnique peut être engagée dans le cadre d'une enquête judiciaire sur réquisition d'un officier de police judiciaire.

Ces demandes sont formulées par écrit auprès du service opération du SDIS 82 et sont satisfaites sous réserve de faisabilité technique après accord du directeur départemental ou de son représentant.

7.3.4. Médicalisation

Le CODIS informe l'officier santé à charge pour lui d'assurer l'information auprès du vétérinaire-chef.

7.4. Commandement

7.4.1. Commandement des Opérations de Secours

Les moyens de l'équipe cynotechnique sont placés sous l'autorité du COS.

Dans le cadre d'une opération de recherche de personnes égarées par la technique de questage, le conducteur cynotechnique peut intervenir seul sous l'autorité du COS ou sous l'autorité d'un commandant des opérations de recherche si la mise à disposition des moyens du SDIS a été validée.

7.4.2. Conseil technique du COS

Le conducteur cynotechnique donne tous les renseignements d'ordre technique qui peuvent avoir une influence sur le déroulement et la sécurité de l'intervention.

Lorsque certaines opérations de secours ne nécessitent pas l'intervention d'équipes spécialisées, le COS peut, en cas de doute, faire appel à un chef d'unité, de section ou un conseiller technique sauveteur-déblayeur pour apprécier l'opportunité de la mise en place de mesures de sécurité particulières.

Les activités RCCI et le GREX ne font pas l'objet d'une présentation dans le présent document compte tenue qu'elles ne sont pas référencées comme spécialités des sapeurs-pompiers mais relève d'une expertise particulière.